

# « Réduire le financement du sport, c'est prendre des risques majeurs pour notre société »

 [lemonde.fr/idees/article/2025/01/28/reduire-le-financement-du-sport-c-est-prendre-des-risques-majeurs-pour-notre-societe\\_6520108\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/01/28/reduire-le-financement-du-sport-c-est-prendre-des-risques-majeurs-pour-notre-societe_6520108_3232.html)

Collectif

Après les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, la promesse d'un héritage durable pour le sport français s'effondre, déplore, dans une tribune au « Monde », 17 élus ou anciens élus de gauche, parmi lesquels Marie-George Buffet, Ludovic Gouyette et Louise Pahun.

Publié le 28 janvier 2025 à 15h42 Temps de Lecture 3 min.



Les Jeux ont été présentés comme une occasion historique pour faire de la France une « *nation sportive* ». Mais, une fois la flamme éteinte, que reste-t-il de cet élan ? Déjà, dans le gouvernement Barnier, le budget du ministère des sports affichait une baisse importante, comprenant notamment l'abandon des deux heures de sport hebdomadaires au collège ainsi que la réduction du programme du Pass'Sport.

Pour le budget 2025, la copie annoncée par le gouvernement Bayrou est pire, avec une nouvelle baisse des crédits, à hauteur de 34,3 millions d'euros. A cette défaillance s'ajoute un coup de massue pour les collectivités : une contribution de 2,2 milliards d'euros leur est imposée pour le redressement des comptes de l'Etat. Les départements, financeurs publics du sport, à hauteur de 800 millions d'euros par an, n'échappent pas à cette pression.

Or, dans un contexte où leurs recettes s'effondrent et leurs charges obligatoires explosent, ils n'ont plus les moyens de soutenir des politiques sportives pourtant vitales pour nos territoires. Les départements ne se contentent pas de financer des clubs sportifs

et des équipements aux côtés des communes. Leur action vise à garantir l'accès au sport pour les plus fragiles. Cette action dépasse le cadre du loisir : le sport est un levier essentiel d'inclusion sociale, de prévention et d'émancipation.

## **Miner la cohésion territoriale**

---

Pourtant, face à la crise budgétaire, les départements, obligés de prioriser leurs compétences obligatoires, sont contraints de couper dans les budgets volontaristes, au premier rang desquels figurent les subventions au sport, à la culture et aux associations. Réduire le financement du sport, c'est prendre des risques majeurs pour notre société. Cela revient à :

Lire aussi | Budget 2025 : le gouvernement « va revenir probablement en arrière sur le sport »

- Fragiliser le tissu associatif : des milliers de clubs et d'événements sportifs locaux, essentiels au lien social, risquent de disparaître ;
- Augmenter les coûts humains et sociaux : moins d'activité physique signifie plus de problèmes de santé (maladies cardio-vasculaires, diabète, dépression), et une montée des fractures sociales, notamment chez les plus jeunes.

Lire aussi | Budget du sport : pour la ministre des comptes publics, « il faut entendre que ce n'est pas le bon équilibre »

- Miner la cohésion territoriale : Les territoires ruraux et périurbains, déjà en perte de services publics, seront les premiers touchés.

## **L'héritage des Jeux remis en cause**

---

Le sport n'est pas un luxe. Il est une réponse concrète à des défis majeurs : fractures sociales, urgence sanitaire, isolement des personnes. Contraindre les collectivités locales à abandonner les politiques sportives, c'est prendre le risque d'une société plus divisée et plus vulnérable.

Lire aussi | Financement du sport : le Sénat refuse d'accroître les coupes dans les dépenses et ponctionne les crédits du SNU

Face à cette situation alarmante, nous appelons le gouvernement à :

- Porter le budget du ministère de la jeunesse et des sports à un minimum de 1 % du budget de l'Etat.
- Compenser les charges transférées aux départements, pour leur redonner les marges de manœuvre nécessaires.

Lire aussi | Les acteurs du sport maintiennent la pression sur les coupes budgétaires envisagées par le gouvernement : « On nous annonçait un héritage, on assiste à un

## enterrement »

L'héritage des Jeux ne peut se réduire à de belles images. Il doit se traduire par des moyens pour agir, partout, pour toutes et tous. Sans cela, les valeurs portées par le sport – solidarité, émancipation, vivre-ensemble – ne resteront qu'un souvenir.

Signataires : **Christelle Boucan**, vice-présidente du conseil départemental de Dordogne déléguée à la Jeunesse et aux Sports ; **Vincent Bouget**, conseiller départemental du Gard délégué aux Sports ; **Marie-George Buffet**, ministre de la Jeunesse et des Sports (1997-2002) ; **Anthony Caps**, vice-président du conseil départemental de Meurthe-et-Moselle en charge de l'attractivité ; **Christelle Druillole**, vice-présidente du conseil départemental de la Dordogne en charge de la Jeunesse et du Sport ; **Isabelle Espinosa**, vice-présidente du conseil départemental du Tarn déléguée aux Sports ; **Patrick François**, vice-président du conseil départemental de l'Aude délégué à la vie associative, au sport et à la culture ; **Ludovic Gouyette**, vice-président du conseil départemental des Côtes d'Armor délégué à la Jeunesse et aux Sports ; **Florestan Groult**, vice-président de Lyon-Métropole chargé des Sports ; **Célia Helion**, vice-présidente du conseil départemental de la Charente déléguée au Sport et aux activités de pleine nature ; **Jean-Pierre Jammes**, vice-président du conseil départemental du Lot en charge du Tourisme et des Sports ; **Martine Jardiné**, vice-présidente du conseil départemental de Gironde en charge de la citoyenneté sociale et de la vie des territoires, de la jeunesse et des dynamiques sportives, culturelles et associatives ; **Line Malric**, vice-présidente du conseil départemental de la Haute-Garonne déléguée aux sports et au sport-santé. ; **Thierry Miguel**, vice-président du conseil départemental de la Haute-Vienne en charge du Sport et de la Vie associative ; **Roger Morazin**, vice-président du conseil départemental d'Ille-et-Vilaine délégué aux Sports ; **Louise Pahun**, vice-présidente du conseil départemental de Loire-Atlantique déléguée aux Sports ; **Zaïnaba Saïd-Anzum**, conseillère départementale de Seine-Saint-Denis déléguée au sport ; **Dominique Sardeing**, vice-présidente du conseil départemental de Tarn-et-Garonne déléguée à l'Éducation, à l'Enseignement Supérieur et au Sport.

## Collectif

[Contribuer Réutiliser ce contenu](#)

Édition du jour

Daté du mardi 11 février

[Lire le journal numérique](#) [Lire les éditions précédentes](#)

Les plus lus

- [1 Donald Trump annonce la mise en place de droits de douane de 25 % sur l'aluminium et l'acier entrant aux Etats-Unis](#)
- [2 Le sentiment d'« injustice » des étudiants en médecine : « Se faire éliminer à cause d'un oral de dix minutes, ça peut être très décourageant »](#)
- [3 La possible nomination de Richard Ferrand à la tête du Conseil constitutionnel suscite des remous](#)